

LE PRADET (Var)**26 ARR PM PERM 005****ARRÊTÉ****PORTANT SUR L'ACCES DES AGENTS DU SERVICE DE LA POLICE MUNICIPALE
AU CENTRE DE SUPERVISION URBAINE (CSU)**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet (Var), Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée et Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur,

VU la loi d'orientation et de programmation n°95 -73 du 21 janvier 1995, modifiée par la loi n°2006-64 en date du 23 janvier 2006 ;

VU la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement, dans sa rédaction en vigueur ;

VU l'article L.252-2 du Code de la sécurité intérieure, dans sa rédaction en vigueur ;

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.223-1 et suivants, L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 et suivants, dans leur rédaction en vigueur ;

VU le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel ;

VU la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016/1084 du 03 juillet 2017 autorisant la mise en place d'un dispositif de vidéoprotection pour la Ville de le Pradet ;

VU la délibération n°14-DCM-DGS-080 en date du 26 mai 2014 et validée par la préfecture le 18 juin 2014 portant sur la Mise en place de dispositif de lutte contre la délinquance – Vidéo Protection.

VU la création du Centre de supervision urbaine (CSU) dans les locaux de la Police Municipale du 16 juin 2020 ;

VU la dernière déclaration de l'extension de l'ensemble des caméras adressé en préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 2025, agréant Mme Nelly LAURET ;

VU l'arrêté Préfectoral portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection sur l'ensemble du territoire communal du Pradet ;

Considérant que le dispositif de vidéo protection urbaine mis en place sur le territoire de la commune comprend notamment soixante-treize caméras de vidéo protection, une salle technique permettant le stockage des images enregistrées et extractions des images ;

Considérant qu'il convient de réglementer l'accès aux images captées et/ ou enregistrées ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité territoriale de désigner les personnes habilitées à exploiter et/ou visionner les images du système de vidéo protection ;

ARRÊTONS

Article 1 : L'arrêté municipal N° 055 en date du 11 juin 2020 est abrogé et remplacé par ce dernier.

Article 2 : L'autorité communale, représentée par Monsieur le Maire, doit désigner les personnes habilitées à exploiter et/ou visionner les images captées et/ ou enregistrées par les caméras du système de vidéo protection, installé sur le ban communal.

Article 3 : Les agents de la Police Municipale du Pradet en tenue et l'agent LAURET Nelly née le 09 mai 1974 à Villeneuve les Avignons (30), sous couvert du chef de poste, sont habilités à exploiter les images du système de vidéo protection.

A cette liste, se rajoutent :

- Les agents de la Police Nationale désignés nominativement par leurs supérieurs ;
- Les militaires de la Gendarmerie Nationale désignés par le Colonel commandant le groupement de gendarmerie du Var ;
- Ainsi que, le cas échéant, les agents de la Police de l'air et des frontières, les agents de douanes autorisés nominativement par leurs supérieurs.

Article 4 : Seul un Officier de Police Judiciaire (OPJ) des forces de sécurité de l'État territorialement compétent ou muni d'une commission rogatoire est habilité à se saisir du support comportant des enregistrements vidéo après transmission de la réquisition écrite.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation et/ ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toute les personnes concernées qui devront présenter des garanties en termes de déontologie et notamment de discrétion.

Article 6 : Cette présente habilitation est valable pendant toute la durée de l'exploitation du système de vidéo protection. Toute modification d'habilitation ne pourra être effectuée que par le Maire.

Article 7 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système et de son exploitation.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur Le Préfet du Var
- Monsieur Le Directeur Interdépartementale de la Police Nationale
- Monsieur le Colonel du Groupement de la Gendarmerie Nationale du Var
- Le Chef de Poste de la Police Municipale

Le Maire

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
<p>- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .</p> <p>- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire</p> <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>